au moyen d'argent de consommation,comme c'est le cas pour les autres entreprises.Ces entreprises travaillent donc gratuitement et leurs usagers " puisent au tas ".

Il est évident que tout ce qui est nécessaire au fonctionnement de ces entreprises doit être produit par les ouvriers des entreprises de type productif.Les ouvriers ne pourront donc pas toucher le produit intégral de leur travail.La question est seuelemnt celle-ci: quelle est la part du produit qu'ils devront laisser tomber à cette fin ?

La détermination du coût de fonctionnement des services publics n'offre bien entendu aucune difficulté particulière. Ces entreprises tiennent une comptabilité où figurent les trois postes connus:moyens de production (M.O.),matière première (M.A.) et travail vivant (T.).L'ensemble de ces entreprises dressent un budget d'ensemble de leurs besoins.Si ce budget est par exemple le suivant:

M.O.(8 millions) + M.A.(50 millions) + (T.(50 millions)= I08 millions d'heures de travail,nous savons que l'ensemble de la société devra prendre sur la partie consommable de son travail productif direct I08 millions d'heurs de travail pour faire fonctionner les services publics.

La solution courante qui nous était offerte jusque maintenant était celle qui consistait à faire supporter jusque maintenant ces frais par l'Etat.C'est aussi la solution capitaliste qui récupère les avances faites à ces industries grâce à des contributions directes ou indirectes.En Russie, la solution est trouvée par le fait que c'est l'Etat qui encaisse les bénéfices réalisés par les diverses entreprises; d'autre part,l'Etat établit des impôts indirects.La vente d'alcool,détenu en monopole par l'Etat,est aussi un moyen pour se procurer de l'argent.La Hongrie agissait de même grâce à sa politique des prix.

Il est vrai que de nombreux théoriciens préconisent d'autres solutions.En général,ils admettent que le coût des services publics doit être calculé d'une façon minutieuse.Ce coût intervient ensuite pour déterminer le coût définitif des produits.Le coût des services publics est donc introduit dans le coût des marchandises.Cettesolution est,à notre avis, à repousser,acr elle embrouille le calcul de coût des marchandises et voile la productivité des entreprises.La seule solution qui nous semble compatible avec le but d'affranchissement des travailleurs posé par la révolution,est celle qui consiste à déduire directement du fonds de consommation ce qui est nécessaire au fonctionnement des services publics, par une réduction des bons de consommation délivrés aux producteurs.

Il faudrait alors calculer le taux de paiement,c'est à dire la partie de la production sociale qui revient au pro-